

*Initiatives ministérielles*

Naturellement, M. Bean omet de reconnaître que quatre syndicats qui ne sont pas affiliés à l'AFPC ont négocié avec le gouvernement du Canada des ententes conformes aux lignes directrices dont j'ai parlé tout à l'heure.

M. Bean est donc le coupable. C'est lui qui a presque exigé que ses membres fassent la grève. Je ne peux croire un instant que *The Ottawa Sun* appuie le gouvernement. Je vous lis cependant un article qu'il a publié parce que j'estime qu'il a fait preuve d'une très grande clairvoyance dans cette situation, madame la Présidente. Je cite: «À notre avis, il n'y avait vraiment aucune raison pour que M. Bean quitte la table des négociations, et certainement aucune raison pour qu'il aille trouver les médias et qu'il reproche au Conseil du Trésor d'avoir interrompu les pourparlers.»

Ils ont demandé que cette chose soit rendue publique et ils ont pris le public pour juge, mais je ne crois pas que les Canadiens soient disposés à leur accorder beaucoup de sympathie parce qu'ils comprennent les contraintes que nous tous, Canadiens, vivons, que nous habitons à Terre-Neuve ou en Colombie-Britannique. Tous les gouvernements traversent une période de très grande austérité financière et de très grandes pressions financières, et M. Bean n'en tient aucunement compte. Il veut simplement leur imposer tout ce vilain processus.

Un journaliste du journal *The Ottawa Sun* a écrit ce qui suit: «Il n'est pas très joli de voir des fonctionnaires habituellement bien élevés se conduire comme des postiers. Or, c'est ce qui se produit quand un syndicat soi-disant intelligent, comme l'Alliance de la Fonction publique du Canada, permet à ses dirigeants d'épouser les principes des bandits. Lorsque le président de l'AFPC a déclaré qu'il était capable de désobéissance civile, il venait de s'approprier une page du manuel de formation des grévistes de Jean-Claude Parrot, celui-là même qui a transformé le Syndicat canadien des postiers en une meute de loups de Babylone.»

Voilà à peu près à quoi se résume la situation, madame la Présidente. Son intention est de les agiter, sans le moindre égard pour la population canadienne.

Le gouvernement reconnaît l'importance de la fonction publique et porte un grand respect pour ses fonctionnaires. Il est extrêmement regrettable qu'un individu comme M. Bean puisse provoquer une grève de ce genre et risquer par là de paralyser l'économie canadienne juste au moment où nous sommes sur la voie de la reprise. Nous ne pouvons nous permettre cette grève.

**M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur):** Madame la Présidente, c'est avec beaucoup d'inquiétude que j'interviens aujourd'hui au sujet du projet de loi C-29.

Ce projet de loi tend à forcer quelque 160 000 syndiqués, notamment les employés les plus mal rémunérés de la fonction publique comme les commis, les membres d'équipages de navires et les gens travaillant dans les centres d'emploi et les services hospitaliers, à reprendre le travail sans avoir la moindre possibilité d'avoir recours à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage, alors que nous nous approchons très rapidement de 22 heures.

Ce projet de loi créera un précédent au sujet du droit de libre négociation collective des travailleurs du pays, notamment les employés du gouvernement.

Le refus absolu du gouvernement depuis février de négocier tant que le syndicat n'accepterait pas un gel des salaires avant même que les négociations ne soient entreprises, ne pouvait que conduire à la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

Mon chef l'a très bien dit à la Chambre lorsqu'il a déclaré que le gouvernement ne souhaitait pas résoudre le problème. Il a ajouté qu'il cherchait tout le temps la confrontation et que ce qui le préoccupait en l'occurrence, ce n'était pas le montant du déficit, mais bien sa cote dans les sondages Gallup qui lui donnent la dernière place.

En toute honnêteté, je crois que le gouvernement a pris un autre risque et qu'il a jeté une fois de plus les dés. Il a probablement cru qu'ils étaient pipés en sa faveur. Là encore, il a eu tort.

Il était persuadé que les Canadiens l'approuveraient s'il s'en prenait aux fonctionnaires fédéraux. Malheureusement pour le gouvernement, les Canadiens ont rapidement appris comment il traitait ses employés. Il écrasait ceux qui offraient les services du gouvernement fédéral aux Canadiens.

Les Canadiens comprennent maintenant que le gouvernement attaquait alors les plus petits salariés de la fonction publique et qu'il s'en prend encore à eux. La veille de la présentation du budget par l'ancien ministre des Finances, le 26 février, le gouvernement conservateur a accordé une augmentation de 4,5 p. 100 aux plus hauts salariés de la fonction publique. Deux jours plus tard il avait une nouvelle politique. Il décidait d'accorder zéro aux gens qui se trouvent au bas de l'échelle. C'était une provocation délibérée et, maintenant, le président du Conseil du Trésor essaie d'en modérer les conséquences en disant: «Pour les gestionnaires, nous avons gelé le budget des salaires et des primes. Ils sont gelés au même niveau que l'an dernier.» C'est faux.